

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 14/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA DE LA CHAPELLE

LA CHAPELLE
22240 La Bouillie

Références : EQCLM-20250710-01
Code AIOT : 0052201315

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2025 dans l'établissement SCEA DE LA CHAPELLE implanté LORGERIE 22550 Hénanbihen. L'inspection a été annoncée le 24/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA DE LA CHAPELLE
- LORGERIE 22550 Hénanbihen
- Code AIOT : 0052201315
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation porcine avec station de traitement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 3 | Propreté des installations | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 | Demande d'action corrective | 4 mois |
| 6 | Installations électriques et techniques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 7 | Calcul du 170 kg/SAU | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 13 | Dispositions relatives à la | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1 | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| | fertilisation en phosphore | | | |
| 14 | Respect de l'équilibre de la fertilisation azotée | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1 | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |
| 15 | Notification des changements du plan d'épandage | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d | Mise en demeure, respect de prescription | 4 mois |
| 16 | Formation des personnels (unités de traitements) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28 | Mise en demeure, respect de prescription | 4 mois |
| 18 | Gestion des déchets | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33 | Mise en demeure, respect de prescription | 0 jour |
| 19 | Tenue du cahier d'épandage (zones vulnérables) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37 | Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 20 | Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 21 | Mise en œuvre des MTD | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 | Mise en demeure, respect de prescription | 2 mois |
| 24 | Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle | Autre du 27/09/2020, article R512-69 du Code de l'Environnement | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 25 | Obligation de traiter et/ou d'exporter l'azote issu des animaux d'élevage | Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 8.2.2 - b) | Mise en demeure, respect de prescription | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1 | Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier | Arrêté Préfectoral du 28/06/2019, article 1 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 2 | Conformité de l'installation à la demande d'autorisation/enregistrement | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3 | Sans objet |
| 4 | Accessibilité aux services de secours | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 | Sans objet |
| 5 | Défense contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | Sans objet |
| 8 | Couverture végétale des sols | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II | Sans objet |
| 9 | Déclaration annuelle des flux d'azote | Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2 | Sans objet |
| 10 | Dispositions relatives aux prélèvement d'eau (compteur, disconnecteur) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 | Sans objet |
| 11 | Collecte des effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I | Sans objet |
| 12 | Collecte des eaux de pluie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24 | Sans objet |
| 17 | Dispositions relatives la dispersion de poussières | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I | Sans objet |
| 22 | Dossier de réexamen | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I | Sans objet |
| 23 | Émissions atmosphériques d'ammoniac | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

-Des éléments complémentaires sont sollicités pour conclure sur la conformité ou non du site.

-Un diagnostic est nécessaire sur l'état de fonctionnement de la station de traitement.

-Les constats sont susceptibles de donner lieu, en plus des suites administratives, à des suites pénales et induites au titre de la Politique agricole Commune.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2019, article 1 |
| Thème(s) : Élevage, dispositions générales |
| Prescription contrôlée : Respect des effectifs. |
| Constats : |

| |
|--|
| Conforme. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation/enregistrement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3 |
| Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation/d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Conforme. Un dossier a été déposé le 26 avril 2024 concernant l'extension de la maternité. Il était projeté la désaffectation d'un bâtiment(n°2) de 24 places maternité existant, et l'extension d'un bâtiment (n°3)maternité existant d'une capacité de 88 places, du même nombre de places désaffectées ; ce bâtiment est situé à plus de 100 mètres des tiers les plus proches, et à + de 35 mètres d'un point d'eau.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Propreté des installations

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 |
| Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Non conforme. Présence de végétation autour des bâtiments. Présence de saules et de végétation à proximité de la géomembrane de 4950 m3, un entretien est nécessaire.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Envoyer les photos à la fin des travaux.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 4 : Accessibilité aux services de secours

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12 |
|---|

| |
|---|
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes. |
| Constats : Conforme. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Défense contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; |

| |
|--|
| <p>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Conforme.</p> <p>Le site dispose de moyens de lutte interne et externe contre l'incendie, à savoir une lagune de 4950 m³, qui a fait l'objet d'une validation par les services du SDIS 22 en 2018.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Installations électriques et techniques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Non conforme.</p> <p>Une vérification des installations électriques doit être effectuée début septembre 2025.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Envoyer le compte rendu à l'administration suite à la visite.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 7 : Calcul du 170 kg/SAU

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN |
| Prescription contrôlée : |

| |
|--|
| Directive Nitrates du 31/12/1991 : ANNEXEIII : Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare. Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote. |
| Constats : Non conforme. Voir point N° 19 sur la tenue du cahier d'épandage (attente des justificatifs). |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Voir item N°19. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 8 : Couverture végétale des sols

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN |
| Prescription contrôlée : Tous les îlots culturaux en ZV doivent présenter une couverture végétale pour limiter les fuites d'azote au cours des périodes pluvieuses conforme aux prescriptions du programme d'actions en vigueur, c'est-à-dire les prescriptions relatives à la couverture des sols fixées par l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié et par l'arrêté préfectoral régional relatif au programme d'actions régional. |
| Constats : Conforme. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Déclaration annuelle des flux d'azote

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse |
| Prescription contrôlée : PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article. |

| |
|--|
| Constats : |
| Conforme. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Dispositions relatives aux prélèvement d'eau (compteur, disconnecteur)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 |
| Thème(s) : Élevage, dispositions générales |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.</p> |
| Constats : |
| Conforme. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| <p>Information: La déclaration GEREP indique un prélèvement sur forage de 13012 m3 pour l'année 2024. Si ce taux de prélèvement perdure, une déclaration au titre des IOTA (rubrique 1.1.2.0) sera à faire dans le prochain dossier ICPE.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Collecte des effluents

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> |
| Constats : |
| Conforme. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Collecte des eaux de pluie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN |
| Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier. |
| Constats : Conforme. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Dispositions relatives à la fertilisation en phosphore

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse |
| Prescription contrôlée : Les effluents d'élevage bruts ou traités peuvent être épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal. Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée. Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir : <ul style="list-style-type: none">- la stagnation prolongée sur les sols ;- le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ;- une percolation rapide vers les nappes souterraines. |
| Constats : Non conforme. Sur la base du cahier de fertilisation de 2024 la pression de phosphore s'élève à 84.2 UP/ha de SRD. Or, il manque du phosphore (voir point N°19 sur la tenue du cahier d'épandage). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 14 : Respect de l'équilibre de la fertilisation azotée

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN |

| |
|--|
| Prescription contrôlée : En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée. |
| Constats : Non conforme. Il manque de l'azote tracé dans le cahier de fertilisation de la campagne culturale 2024. Voir Item n°19. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 15 : Notification des changements du plan d'épandage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse |
| Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues. |
| Constats : Non conforme. Le dernier dossier ICPE de 2019 fait état d'une surface agricole utile de 93.61 ha alors que la surface est actuellement de 141.36 ha (+quantités fournies à des prêteurs non-officiels). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 16 : Formation des personnels (unités de traitements)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : |

Le présent article s'applique aux installations comportant une station, ou des équipements, de traitement des effluents d'élevage.

Avant le démarrage des installations de traitement, l'exploitant et son personnel sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident. La conduite des installations de traitement est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue en la matière.

Les équipements de traitement et/ou de prétraitement et d'aéro-aspiration sont correctement entretenus.

L'installation dispose de moyens de contrôle et de surveillance à chaque étape du processus de traitement des effluents d'élevage permettant de mesurer les quantités traitées quels que soient les types d'effluents.

Pour prévenir les risques en cas de panne ponctuelle de l'installation de traitement des effluents d'élevage, l'installation dispose de capacités de stockage suffisantes pour stocker la totalité des effluents le temps nécessaire à la remise en fonctionnement correcte de l'installation.

Tout équipement de traitement et d'aéro-aspiration est équipé d'un dispositif d'alerte en cas de dysfonctionnement. L'arrêt prolongé du fonctionnement de l'installation de traitement est notifié à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, et les solutions alternatives de traitement mises en œuvre sont mentionnées.

Les boues et autres produits issus du traitement des effluents peuvent être épandus sur des terres agricoles en respectant les dispositions des articles 27-1 à 27-5.

Pour prévenir les pollutions accidentelles, l'exploitant est tenu :

- de mettre en place des dispositifs (par exemple talus ou regards de collecte) permettant de contenir ou collecter temporairement toute fuite accidentelle issue des différents équipements de traitement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ;
- d'installer aux différentes étapes du processus de traitement des dispositifs d'alerte en cas de dysfonctionnement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ;
- de mettre en place des dispositifs d'arrêt automatique sur le système d'aéro-aspiration ou de ferti-irrigation de l'effluent épuré (par exemple en cas de baisse anormale de pression interne du circuit ou d'arrêt anormal du déplacement du dispositif d'aspiration) ; cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2018).

Ces dispositifs sont maintenus en bon état de fonctionnement.

Constats :

Non conforme.

- Manque d'efficacité de la station pour la résorption de l'azote : 68,4 % d'après le bilan de station 2023/2024, au lieu de 80 % (valeur de référence basse du groupe de travail stations de lisier de porc Bretagne).
- Absence de compteur électrique étant relié uniquement à la station : L'exploitant a indiqué lors de l'inspection ne posséder qu'un seul compteur, étant relié à la fois à la station et au reste de l'élevage, ce qui est contraire à ce qui est prévu par son arrêté.
- Non-signallement à la DDPP concernant des travaux et des dysfonctionnements de la station : Lors de l'inspection, l'exploitant a dit ne pas être au courant de dysfonctionnements concernant sa station.

L'exploitant affirme que le suivi au quotidien de la station est surtout assuré par Dénitral, à l'aide de capteurs et de commandes pilotables à distance. Aucuns travaux d'entretien sur la station n'ont été évoqués par l'exploitant, à part le remplacement d'un surpresseur il y a 2 ans (non signalé à la DDPP), panne repérée suite à une augmentation importante de la consommation

| |
|---|
| électrique de la station (cette dernière a environ 25 ans). |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Une expertise par Dénitral sur l'état de fonctionnement de la station a été demandée par la DDPP auprès de l'exploitant, en vue de pallier aux dysfonctionnements présents sur la station. L'exploitant a indiqué qu'il fera une demande à la Cooperl / Dénitral pour un envoi de compléments connexes aux plusieurs non-conformités relevées lors de l'inspection. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 17 : Dispositions relatives la dispersion de poussières

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle |
| Prescription contrôlée : |
| Les bâtiments sont correctement ventilés. |
| L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage. |
| En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites. |
| Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ; - dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées. |
| Constats : |
| Conforme. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 18 : Gestion des déchets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : |
| L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment : <ul style="list-style-type: none"> - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ; - trier, recycler, valoriser ses déchets ; - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles. |

| |
|--|
| Constats : Non conforme. Il a été constaté des matières brûlées dans un bidon en métal (morceaux de plastiques et de polystyrène...). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Procès verbal |
| Proposition de délais : 0 jour |

N° 19 : Tenue du cahier d'épandage (zones vulnérables)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN |
| Prescription contrôlée : Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre : 1. Les superficies effectivement épandues ; 3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe). |
| Constats : Non conforme. -La mise en forme du document est à revoir (aucun porc produit dans le cahier de fertilisation 2024). -L'azote supplémentaire lié au poids vif supérieur aux 118kg n'est pas pris en compte dans le cahier de fertilisation de la campagne culturale 2024 (approximativement 1000 unités d'azote par an). -L'azote issu des effluents épurés de la station de traitement de lisier ne figurent pas dans le cahier de fertilisation (2335 unités d'azote par an) -L'exploitant indique épandre sur les terres les déjection du site de Saint Hubert, soit potentiellement 10780 unités d'azote/an si l'on se réfère au dossier ICPE de 2019. Le PVEF indiquait des lisiers porcins avec une teneur en azote comprise entre 3.8 et 6.7 un/m3 (la valeur du lisier dans le cahier de fertilisation de 2024 n'est que de 3.5 un/m3). -Les bons de transfert FERTIVAL n'ont pas été vus lors du contrôle (centrats issus de la station de traitement). -Pour l'azote minéral, il manque les apports d'azote soufrés dans le cahier de fertilisation (azote 24%). -Les factures d'azote minéral ne sont pas claires à comprendre, notamment pour la colonne quantité. -Seules 14350 unités d'azote issues de lisiers figurent dans les épandages. Il manque de l'azote (stock restant de 1109 un/an et 20 831 uN/an à gérer). |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -Fournir les bons FERTIVAL. |

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> -Fournir les résultats d'analyse du lisier de porcs. -Fournir le poids de sortie en vif des porcs charcutiers. -Attente argumentaire pour l'azote minéral (détail facture ...). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 20 : Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus. Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Non conforme sur la cohérence du fonctionnement.</p> <p>Des bordereaux non signés sont présents.</p> <p>L'exploitant indique ne pas importer d'effluents.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir les bordereaux signés y compris ceux de l'année culturale 2024.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 21 : Mise en œuvre des MTD

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41 |
| Thème(s) : Élevage, Dossier |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.</p> |

| |
|--|
| L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. |
| Constats : Non conforme. La fosse qui a été couverte récemment présente encore quelques ouvertures latérales avec des risques de fuites d'ammoniac. L'arrêté de mise en demeure ne peut pas être levé en l'état. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra contacter l'administration quand une solution sera trouvée. Des photos seront envoyées à la fin des travaux. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 22 : Dossier de réexamen

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I |
| Thème(s) : Élevage, Dossier |
| Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation autorisée avant la parution des conclusions MTD transmet le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement au plus tard : - le 21 avril 2018 pour les installations dont le numéro de SIRET se termine par un chiffre impair ; - le 21 février 2019 pour les autres installations. A cette fin, l'exploitant renseigne les informations nécessaires sur le site de téléservice (http :// www. elevage-ied. developpement-durable. gouv. fr/) mis en ligne par le ministère en charge de l'environnement. L'exploitant choisit sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'engage à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques. |
| Constats : Conforme. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 23 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 |
| Thème(s) : Élevage, Dossier |
| Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à |

| |
|--|
| <p>disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »</p> <p>Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Conforme.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 24 : Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Autre du 27/09/2020, article R512-69 du Code de l'Environnement</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Non conforme.</p> <p>-Un changement de surpresseur a été réalisé au niveau du bassin d'aération de la station de traitement du lisier (il y a 2 années).</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Remplir les formulaires adéquats pour le BARPI.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 25 : Obligation de traiter et/ou d'exporter l'azote issu des animaux d'élevage

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 8.2.2 - b)</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, Zones d'actions renforcées</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article issu du 7ème programme d'action régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.</u></p> <p>Art 8.2.2 [...]Toute exploitation, quelle que soit sa forme ou sa structure juridique, dont l'un des sites</p> |

d'élevage est situé dans une commune classée en zone d'excédent structurel au titre des articles R.211-81-1-II et V du code de l'environnement et produisant annuellement une quantité d'azote issu des animaux élevés sur l'ensemble de ses sites supérieure à 25 000 kg (uN), a l'obligation de traiter ou d'exporter la quantité d'azote excédentaire de l'exploitation qui ne peut être épandue, dans le respect de l'équilibre de la fertilisation, sur ses terres exploitées en propre ou sur des terres mises à disposition dans la limite maximum de 25 000 kg (seuil correspondant à l'azote organique pouvant être épandu sur le total des surfaces des terres exploitées en propre et des terres mises à disposition). L'obligation de traitement et/ou d'exportation ne s'applique pas aux exploitations dont les surfaces exploitées en propre sont suffisantes pour permettre l'épandage des effluents bruts dans le respect de l'équilibre de la fertilisation azotée. Le suivi des effluents traités ou exportés, quant à leur composition, leur destination, et leur utilisation, est précisé dans les dossiers de demande d'enregistrement ou d'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement [...].

Constats :

L'exploitant dispose de 141.36 ha de surfaces en propre.

L'exploitant déclare le jour du contrôle avoir 4 sites sur l'entité juridique SCEA DE LA CHAPELLE ce qui était déjà le cas lors du dernier contrôle le 15 novembre 2022.

-Site à Hénanbihen (Lorgerie). Changement d'exploitant 5/09/2022.

Il y a 33349 unités d'azote à gérer sur ce site (dont 21001 UN/an traitées et 8963 UN/an exportées- rapport coderst 2019).

-Site à Hénanbihen (Saint Hubert). Changement d'exploitant 5/09/2022.

Il y a 16436 unités d'azote à gérer sur ce site (dont 5652 UN/an exportées- rapport coderst 2019).

-Site de La Bouillie (La Chapelle).

Il y a 18622 unités d'azote à gérer sur ce site (dont 13192 UN/an traitées vers le GIE des clos clairs - cf rapport coderst 2014).

-Site de Plurien (La Vallée Noire). Changement d'exploitant en 2015.

Il y a 16131 unités d'azote à gérer sur ce site (dont 12134 UN/an traitement/transfert vers le GIE des clos clairs -cf rapport coderst 2014).

La SARL Sainte Belienne est constituée par la SCEA de la Chapelle (terres et production porcine) et la SCEA de la Vallée Noire (terres uniquement).

La DFA est faite par la SARL Sainte Belienne : la capacité de production des 4 sites est de 84538 UN/an alors que la SARL SAINTE BELIENNE indique dans sa DFA 2024 une production globale de 66646 UN/an (apparemment cohérent avec la BD porcs).

Des incohérences sont remarquées:

Dans la DFA 2024 du GIE DES CLOS CLAIRS, seules 14051 UN/an ont été livrées par la SARL SAINTE BELIENNE pour le traitement largement en deça des unités prévues ci-dessus.

La DFA 2024 de la SARL SAINTE BELIENNE indique l'envoi de 16842 UN/an vers le GIE DES CLOS CLAIRS également en deça des quantités prévues.

Un envoi d'effluent sous forme de lisier brut de porcs est fait vers la SCEA DE LA VALLEE NOIRE pour 3213 UN/an en Ex ZES et ZAC, terres qui ne sont pas considérées comme terre en propre de la SCEA DE LA CHAPELLE au titre du PAR7.

En conséquence, le respect du SOT n'est pas constaté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un argumentaire est attendu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois